

بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

In the Name of Allah, the Most Gracious, the Most Merciful

Notre récit...

Opération Déluge d'Al-Aqsa

Notre peuple palestinien inébranlable,

Les nations arabes et islamiques,

Les peuples libres du monde et ceux qui défendent la liberté, la justice et la dignité humaine

À la lumière de l'agression israélienne en cours contre la Bande de Gaza et la Cisjordanie, et alors que notre peuple poursuit sa lutte pour l'indépendance, la dignité et la libération de la plus longue occupation de tous les temps, au cours de laquelle il a fait preuve des plus belles démonstrations de bravoure et d'héroïsme pour faire face à la machine meurtrière et à l'agression israéliennes. Nous voudrions clarifier notre peuple et les peuples libres du monde sur la réalité de ce qui s'est passé le 7 octobre 2023, les motifs sous-jacents, le contexte général lié à la cause palestinienne, ainsi que réfuter des allégations israéliennes et mettre les faits en perspective.

Premièrement : Pourquoi l'opération Déluge d'Al-Aqsa ?

- 1- La bataille du peuple palestinien contre l'occupation et le colonialisme n'a pas commencé le 7 octobre, mais a commencé il y a 105 ans, dont 30 ans de colonialisme britannique et 75 ans d'occupation sioniste. En 1918, le peuple palestinien possédait 98,5 % de la terre

de Palestine et représentait 92 % de la population de la terre de Palestine. Les Juifs, qui ont été amenés en Palestine dans le cadre de campagnes d'immigration de masse en coordination entre les autorités coloniales britanniques et le mouvement sioniste, ont réussi à prendre le contrôle d'à peine 6% des terres en Palestine et à représenter 31% de la population avant 1948, date à laquelle l'entité sioniste a été déclarée sur la terre historique de Palestine. À cette époque, le peuple palestinien a été privé du droit à l'autodétermination et les factions sionistes se sont engagées dans une campagne de nettoyage ethnique contre le peuple palestinien, visant à l'expulser de ses terres et de ses régions. En conséquence, les factions sionistes ont pris le contrôle par la force de 77% de la terre de Palestine où ils ont expulsé 57% de la population de Palestine, détruit plus de 500 villages et villes palestiniens, et commis des dizaines de massacres contre les Palestiniens qui ont globalement abouti à la création de l'entité sioniste en 1948. De plus, dans la continuité de l'agression, les forces israéliennes ont occupé en 1967 le reste de la Palestine, y compris la Cisjordanie, la Bande de Gaza et Jérusalem, en plus de territoires arabes autour de la Palestine.

- 2- Au cours de ces longues décennies, le peuple palestinien a souffert de toutes les formes d'oppression, d'injustice, de négation de ses droits fondamentaux et de politiques d'apartheid. La Bande de Gaza, par exemple, a souffert à partir de 2007 d'un blocus étouffant pendant 17 ans qui en a fait la plus grande prison à ciel ouvert du monde. Le peuple palestinien de Gaza a également souffert de cinq guerres et agressions destructrices, dont « Israël » était la partie attaquante. En 2018, les habitants de Gaza ont également initié les manifestations de la Grande Marche du retour pour protester pacifiquement contre le blocus israélien, leur misère, leurs conditions humanitaires et pour exiger leur droit au retour. Cependant, les forces d'occupation israéliennes ont réagi à ces manifestations par une force brutale qui a fait 360 morts et 19 000 blessés, dont plus de 5 000 enfants, en l'espace de quelques mois.

- 3- Selon les chiffres officiels, entre janvier 2000 et septembre 2023, l'occupation israélienne a tué 11 299 Palestiniens et en a blessé 156 768 autres, dont une grande majorité de civils. Malheureusement, l'administration des Etats-Unis et ses alliés n'ont pas prêté attention aux souffrances du peuple palestinien au cours des dernières années, mais ont fourni au contraire une couverture à l'agression israélienne. Ils n'ont fait que déplorer les soldats israéliens qui ont été tués le 7 octobre, sans chercher à établir la vérité sur ce qui s'est passé, et ont injustement marché derrière le récit israélien en condamnant un prétendu ciblage de civils israéliens. L'administration des Etats-Unis a fourni le soutien financier et militaire aux massacres de l'occupation israélienne contre les civils palestiniens et à l'agression brutale contre la Bande de Gaza, et les responsables des Etats-Unis continuent d'ignorer ce que les forces d'occupation israéliennes commettent à Gaza comme massacres.

- 4- Les violations et la brutalité israéliennes ont été documentées par de nombreuses organisations de l'ONU et des groupes internationaux de défense des droits de l'homme, dont Amnesty International et Human Rights Watch, et même documentées par des groupes israéliens de défense des droits de l'homme. Cependant, ces rapports et témoignages ont été ignorés et l'occupation israélienne n'a toujours pas été tenue pour responsable. Par exemple, le 29 octobre 2021, l'ambassadeur d'Israël à l'ONU, Gilad Erdan, a insulté le système des Nations Unies en déchirant un rapport pour le Conseil des droits de l'homme de l'ONU lors d'un discours devant l'Assemblée générale, et l'a jeté dans une poubelle avant de quitter le podium. Pourtant, il a été nommé l'année suivante – en 2022 – au poste de vice-président de l'Assemblée générale des Nations unies.

- 5- L'administration des Etats-Unis et ses alliés occidentaux ont toujours traité Israël comme un État au-dessus des lois ; ils lui fournissent la couverture nécessaire pour maintenir la prolongation de l'occupation et la répression du peuple palestinien, et aussi pour permettre à « Israël » d'exploiter cette situation pour exproprier d'autres terres palestiniennes et judaïser leurs sanctuaires et Lieux saints. Malgré le fait que l'ONU ait

émis plus de 900 résolutions au cours des 75 dernières années en faveur du peuple palestinien, « Israël » a refusé de se conformer à une seule de ces résolutions, et le veto américain était toujours présent au Conseil de sécurité de l'ONU pour empêcher toute condamnation de la politique et des violations d'« Israël ». C'est pourquoi nous considérons les États-Unis et d'autres pays occidentaux comme complices et partenaires de l'occupation israélienne dans ses crimes et dans les souffrances continues du peuple palestinien.

- 6- Quant au « processus de règlement pacifique », malgré le fait que les accords d'Oslo signés en 1993 avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) stipulaient la création d'un État palestinien indépendant en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, « Israël » a systématiquement détruit toute possibilité d'établir un État palestinien par le biais d'une vaste campagne de construction de colonies et de judaïsation des terres palestiniennes en Cisjordanie occupée et à Jérusalem. Au bout de 30 ans, les partisans du processus de paix se sont rendu compte qu'ils étaient dans une impasse et qu'un tel processus avait des conséquences catastrophiques pour le peuple palestinien.

Les responsables israéliens ont confirmé à plusieurs reprises leur rejet absolu de la création d'un État palestinien. Juste un mois avant l'opération Déluge d'Al-Aqsa, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a présenté une carte d'un soi-disant « Nouveau Moyen-Orient », représentant « Israël » s'étendant du Jourdain à la mer Méditerranée, y compris la Cisjordanie et Gaza. Le monde entier à la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU est resté silencieux face à son discours, plein d'arrogance et d'ignorance à l'égard des droits du peuple palestinien.

- 7- Après 75 ans d'occupation et de souffrances implacables, et après l'échec de toutes les initiatives de libération et de retour pour notre peuple, et aussi après les résultats désastreux du soi-disant processus de paix, **qu'attendait le monde du peuple palestinien en réponse à ce qui suit :**

- Les plans de judaïsation israéliens à la mosquée bénie Al-Aqsa, ses tentatives de division temporelle et spatiale, ainsi que l'intensification des incursions de colons israéliens dans la Sainte mosquée.
- Les pratiques du gouvernement extrémiste israélien d'extrême droite, qui décide de mesures pratiques visant à annexer toute la Cisjordanie et Jérusalem sous la soi-disant « souveraineté d'Israël », dans le cadre de plans mis officiellement sur la table par Israël pour expulser les Palestiniens de leurs maisons et de leurs terres.
- Les milliers de détenus palestiniens dans les prisons israéliennes qui subissent la privation de leurs droits fondamentaux ainsi que des agressions et des humiliations sous la supervision directe du ministre fasciste israélien Itamar Ben-Gvir.
- Le blocus aérien, maritime et terrestre injuste imposé à la bande de Gaza depuis 17 ans.
- L'expansion des colonies israéliennes à travers la Cisjordanie à un niveau sans précédent, ainsi que la violence quotidienne perpétrée par les colons contre les Palestiniens et leurs biens.
- Les sept millions de Palestiniens qui vivent dans des conditions extrêmes dans des camps de réfugiés et d'autres régions, et qui souhaitent retourner sur leurs terres, et qui ont été expulsés il y a 75 ans.
- L'échec de la communauté internationale et la complicité des superpuissances à empêcher la création d'un État palestinien.

Qu'attendait-on du peuple palestinien après tout cela ? Continuer à attendre et à compter sur l'ONU impuissante ! Ou prendre l'initiative de défendre le peuple palestinien, ses terres, ses droits et ses Lieux sacrés. Sachant que le droit de se défendre est un droit inscrit dans les lois, normes et conventions internationales.

Dans la foulée de ce qui précède, l'opération Déluge d'Al-Aqsa du 7 octobre était une étape nécessaire et une réponse normale pour faire face aux conspirations israéliennes contre le peuple palestinien et sa cause. Il s'agissait d'un acte défensif dans le cadre de l'élimination de

l'occupation israélienne, de la revendication des droits des Palestiniens et de la libération et de l'indépendance comme l'ont fait tous les peuples du monde.

Deuxièmement : Les événements de l'opération Déluge d'Al-Aqsa et les réponses aux allégations israéliennes

À la lumière des accusations et des allégations fabriquées par Israël au sujet de l'opération Déluge d'Al-Aqsa du 7 octobre et de ses répercussions, **nous, au sein du Mouvement de la résistance islamique – Hamas, clarifions ce qui suit :**

- 1- L'opération Déluge d'Al-Aqsa du 7 octobre a ciblé les sites militaires israéliens et a cherché à arrêter les soldats de l'ennemi pour faire pression sur les autorités israéliennes afin qu'elles libèrent les milliers de Palestiniens détenus en Israël dans le cadre d'un accord d'échange de prisonniers. Par conséquent, l'opération s'est concentrée sur la destruction de la division de Gaza de l'armée israélienne, les sites militaires israéliens stationnés près des colonies israéliennes autour de Gaza.
- 2- Éviter de faire du mal aux civils, en particulier aux enfants, aux femmes et aux personnes âgées, est un engagement religieux et moral de tous les combattants des Brigades Al-Qassam. Nous réaffirmons que la résistance palestinienne a fait preuve d'une discipline totale et d'un engagement envers les valeurs islamiques pendant l'opération et que les combattants palestiniens n'ont ciblé que les soldats de l'occupation et ceux qui portaient des armes contre notre peuple. Dans l'intervalle, les combattants palestiniens ont tenu à éviter de blesser les civils, malgré le fait que la Résistance ne possède pas d'armes de précision. En outre, s'il y a eu des cas d'atteinte de civils, cela s'est produit accidentellement et au cours de la confrontation avec les forces d'occupation. Depuis sa création en 1987, le mouvement Hamas s'est engagé à éviter de nuire aux civils. Après que le criminel sioniste Baruch Goldstein a commis en 1994 un massacre contre des fidèles palestiniens dans la mosquée d'Abraham dans la ville occupée d'Hébron, le mouvement Hamas a annoncé une

- initiative visant à éviter aux civils le poids des combats de toutes les parties, mais l'occupation israélienne l'a rejetée et n'a même fait aucun commentaire à ce sujet. Le mouvement Hamas a également réitéré de tels appels à plusieurs reprises, mais il s'est heurté à la surdité de l'occupation israélienne qui a continué à cibler et à tuer délibérément des civils palestiniens.
- 3- Il est possible que des fautes se soient produites lors de la mise en œuvre de l'opération Déluge d'Al-Aqsa en raison de l'effondrement rapide du système de sécurité et militaire israélien et du chaos causé le long des zones frontalières avec Gaza. Comme beaucoup en attestent, le mouvement Hamas a traité de manière positive et bienveillante tous les civils qui ont été détenus à Gaza, et a cherché dès les premiers jours de l'agression à les libérer, et c'est ce qui s'est passé pendant la trêve humanitaire d'une semaine où ces civils ont été libérés en échange de la libération de femmes et d'enfants palestiniens des prisons israéliennes.
- 4- Ce que l'occupation israélienne a promu d'allégations selon lesquelles les Brigades Al-Qassam ciblaient des civils israéliens le 7 octobre ne sont rien d'autre que des mensonges et des fabrications complets. La source de ces allégations est le récit officiel israélien et aucune source indépendante n'a prouvé l'une d'entre elles. C'est un fait bien connu que le discours officiel israélien a toujours cherché à diaboliser la résistance palestinienne, tout en légalisant son agression brutale contre Gaza.

Voici quelques détails qui vont à l'encontre des allégations israéliennes :

- Des clips vidéo pris ce jour-là – le 7 octobre – ainsi que les témoignages d'Israéliens eux-mêmes qui ont été publiés plus tard, ont montré que les combattants des Brigades Al-Qassam n'ont pas ciblé les civils, et que de nombreux Israéliens ont été tués par l'armée et la police israéliennes en raison de leur confusion.

- Il a également été fermement réfuté le mensonge des « 40 bébés décapités » par les combattants palestiniens, et même des sources israéliennes ont confirmé ce mensonge. De nombreuses agences de presse occidentales ont malheureusement adopté cette allégation et l'ont promue.
- L'affirmation selon laquelle les combattants palestiniens auraient commis des viols contre des femmes israéliennes a été totalement démentie, y compris par le mouvement Hamas. Un rapport du site d'information Mondoweiss du 1er décembre 2023, entre autres, a déclaré qu'il n'y avait aucune preuve de « viol de masse » qui aurait été perpétré par des membres du Hamas le 7 octobre et qu'Israël avait utilisé cette allégation « pour justifier le génocide à Gaza ».
- Selon deux articles du journal israélien Yedioth Ahronoth du 10 octobre et du journal Haaretz du 18 novembre, de nombreux civils israéliens ont été tués par un hélicoptère militaire israélien, en particulier ceux qui se trouvaient au festival de musique Nova près de Gaza, où 364 civils israéliens ont été tués. Les deux rapports indiquent que les combattants du Hamas ont atteint la zone du festival sans aucune connaissance préalable du festival, où l'hélicoptère israélien a ouvert le feu à la fois sur les combattants du Hamas et sur les participants au festival. Le Yedioth Ahronoth a également déclaré que l'armée israélienne, pour empêcher de nouvelles infiltrations à partir de Gaza et pour empêcher que des Israéliens ne soient arrêtés par les combattants palestiniens, a frappé plus de 300 cibles dans les zones entourant la bande de Gaza.
- D'autres témoignages israéliens ont confirmé que les raids de l'armée israélienne et les opérations menées par les soldats ont tué de nombreux prisonniers israéliens et leurs ravisseurs. L'armée d'occupation israélienne a bombardé les maisons dans les colonies israéliennes où se trouvaient des combattants palestiniens et des Israéliens dans le cadre d'une application stricte de la tristement célèbre « directive Hannibal » de l'armée israélienne, qui dit clairement « qu'il vaut mieux un otage civil ou un soldat morts, plutôt que capturés vivants » pour éviter d'avoir à s'engager dans un échange de prisonniers avec la résistance palestinienne.

- En outre, les autorités d'occupation ont révisé le nombre de soldats et de civils tués de 1 400 à 1 200, après avoir constaté que 200 cadavres brûlés étaient des combattants palestiniens qui avaient été tués et mélangés à des cadavres israéliens. Cela signifie que celui qui a tué les combattants est celui qui a tué les Israéliens, sachant que seule l'armée israélienne possède des avions militaires qui ont tué, brûlé et détruit des zones israéliennes le 7 octobre.
 - Les raids aériens intensifs d'Israël à travers Gaza qui ont conduit à la mort de près de 60 prisonniers israéliens prouvent également que l'occupation israélienne ne se soucie pas de la vie de ses captifs à Gaza.
- 5- Il est aussi un fait qu'un certain nombre de colons israéliens dans les colonies autour de Gaza étaient armés et ont affronté des combattants palestiniens le 7 octobre. Ces colons ont été enregistrés comme des civils, alors qu'il s'agissait d'hommes armés combattant aux côtés de l'armée israélienne.
- 6- En ce qui concerne les civils israéliens, il faut savoir que la conscription s'applique à tous les Israéliens âgés de plus de 18 ans – les hommes qui ont servi 32 mois de service militaire et les femmes qui ont servi 24 mois – où tous peuvent porter et utiliser des armes. Ceci est basé sur la théorie de la sécurité israélienne d'un « peuple armé » qui a transformé l'entité israélienne en « une armée dotée d'un pays ».
- 7- Le meurtre brutal de civils est une approche systématique de l'entité israélienne et l'un des moyens d'humilier le peuple palestinien. Le massacre de Palestiniens à Gaza est une preuve évidente d'une telle approche.
- 8- La chaîne d'information Al Jazeera a déclaré dans un documentaire qu'au cours d'un mois d'agression israélienne contre Gaza, la moyenne quotidienne des meurtres d'enfants palestiniens à Gaza était de 136, tandis que la moyenne des enfants tués en Ukraine – au cours de la guerre russo-ukrainienne – était d'un enfant par jour.

- 9- Ceux qui soutiennent l'agression israélienne ne sont pas objectifs. Ils justifient la tuerie de masse de Palestiniens par Israël en disant qu'il s'agit de victimes civiles collatérales lors d'attaques dirigées contre des combattants du Hamas. Cependant, ils n'émettent pas cette même hypothèse lorsqu'il s'agit de l'opération Déluge d'Al-Aqsa du 7 octobre.

- 10- Nous sommes convaincus que toute enquête juste et indépendante prouvera la véracité de notre récit, ainsi que l'ampleur des mensonges et des informations trompeuses en provenance de la partie israélienne. Cela inclut également les allégations israéliennes concernant les hôpitaux de Gaza selon lesquelles la résistance palestinienne les aurait utilisés comme centres de commandement ; une allégation qui n'a pas été prouvée et qui a même été réfutée par les rapports de nombreuses agences de presse occidentales.

Troisièmement, vers une enquête internationale transparente

- 1- La Palestine est un État membre de la Cour pénale internationale (CPI) et a adhéré à son Statut de Rome en 2015. Lorsque la Palestine a demandé une enquête sur les crimes de guerre commis par Israël sur ses territoires, elle s'est heurtée à l'intransigeance et au rejet d'Israël, ainsi qu'à des menaces de punir les Palestiniens pour la demande à la CPI. Il est également regrettable de mentionner que de grandes puissances, prétendant incarner des valeurs de justice, se sont complètement rangées du côté du récit de l'occupation et se sont opposées aux actions palestiniennes dans le système judiciaire international. Ces puissances veulent maintenir « Israël » en tant qu'État au-dessus des lois et s'assurer qu'il échappe à toute mise en cause et à toute responsabilité.

- 2- Nous demandons instamment à ces pays, en particulier à l'administration des Etats-Unis, à l'Allemagne, au Canada et au Royaume-Uni, s'ils veulent que la justice prévale comme ils le prétendent, qu'ils annoncent leur soutien au déroulement de l'enquête sur tous les crimes commis en Palestine occupée et qu'ils apportent leur plein soutien aux tribunaux internationaux pour que ceux-ci fassent effectivement leur travail.
- 3- Bien que ces pays aient des doutes quant à la nécessité de faire justice, nous exhortons toujours le procureur de la CPI et son équipe à se rendre immédiatement et de toute urgence en Palestine occupée pour enquêter sur les crimes et les violations qui y sont commis, plutôt que de se contenter d'observer la situation à distance ou d'être soumis aux restrictions israéliennes.
- 4- En décembre 2022, lorsque l'Assemblée générale de l'ONU a adopté une résolution demandant l'avis de la Cour internationale de justice (CIJ) sur les conséquences juridiques de l'occupation illégale des territoires palestiniens par « Israël », les (rares) pays qui soutiennent « Israël » ont annoncé leur rejet de la résolution qui a été approuvée par près de 100 pays. Et lorsque notre peuple – et ses groupes juridiques et de défense des droits – a cherché à poursuivre les criminels de guerre israéliens devant les tribunaux des pays européens – par le biais du système de compétence universelle – les régimes européens ont fait obstruction aux mesures en faveur des criminels de guerre israéliens afin qu'ils restent en liberté.
- 5- Les événements du 7 octobre 2023 doivent être replacés dans un contexte plus large, qui est celui de tous les cas de lutte contre le colonialisme et l'occupation à notre époque. L'histoire de ces luttes démontre que dans le cas du même niveau d'oppression infligé par l'occupant, il y a une réponse analogue de la part du peuple sous occupation.
- 6- Le peuple palestinien et les peuples du monde entier se rendent compte de l'ampleur des mensonges et de la tromperie de ces gouvernements qui soutiennent le récit

israélien dans leurs tentatives de justifier leur partialité aveugle et de couvrir les crimes israéliens. Ces pays connaissent les causes profondes du conflit qui sont l'occupation et le déni du droit du peuple palestinien à vivre dignement sur ses terres. Ces pays se désintéressent de la poursuite du blocus injuste imposé à des millions de Palestiniens à Gaza, et ne manifestent pas davantage d'intérêt pour les milliers de Palestiniens détenus dans les prisons israéliennes dans des conditions où leurs droits fondamentaux sont pour la plupart niés.

- 7- Nous saluons les peuples libres du monde de toutes les religions, ethnies et origines, qui se rassemblent dans toutes les capitales et villes du monde pour exprimer leur rejet des crimes et des massacres israéliens, et pour montrer leur soutien aux droits du peuple palestinien et à sa juste cause.

Quatrièmement : Un rappel au monde : qui est le Hamas ?

- 1- Le Mouvement de la résistance islamique (Hamas) est un mouvement islamique palestinien de libération nationale et de résistance. Son but est de libérer la Palestine et de faire face au projet sioniste. Son cadre de référence est l'islam, qui en détermine les principes, les objectifs et les moyens. Le Hamas rejette la persécution de tout être humain ou l'atteinte à ses droits pour des raisons nationalistes, religieuses ou sectaires.
- 2- Le Hamas affirme que son conflit est avec le projet sioniste, et non avec les Juifs en raison de leur religion. Le Hamas ne mène pas une lutte contre les Juifs parce qu'ils sont juifs, mais mène une lutte contre les sionistes qui occupent la Palestine. A l'inverse, ce sont les sionistes qui identifient constamment le judaïsme et les Juifs avec leur propre projet colonial et leur entité illégale.

- 3- Le peuple palestinien s'est toujours opposé à l'oppression, à l'injustice et à la perpétration de massacres contre des civils, quels qu'en soient les auteurs. Et sur la base de nos valeurs religieuses et morales, nous avons clairement exprimé notre rejet de ce à quoi les Juifs ont été exposés par l'Allemagne nazie. Nous rappelons ici que le problème juif était essentiellement un problème européen, tandis que l'environnement arabe et islamique était – à travers l'histoire – un refuge sûr pour le peuple juif et pour d'autres peuples d'autres croyances et ethnies. L'environnement arabe et islamique était un exemple de coexistence, d'interaction culturelle et de libertés religieuses. Le conflit actuel est causé par le comportement agressif des sionistes et leur alliance avec les puissances coloniales occidentales ; par conséquent, nous rejetons l'exploitation de la souffrance juive en Europe pour justifier l'oppression contre notre peuple en Palestine.
- 4- Le mouvement Hamas, selon les lois et les normes internationales, est un mouvement de libération nationale qui a des objectifs et une mission claire. Il tire sa légitimité de résistance à l'occupation du droit palestinien à la légitime défense, à la libération et à l'autodétermination. Le Hamas a toujours tenu à restreindre sa lutte et sa résistance contre l'occupation israélienne au territoire palestinien occupé ; mais l'occupation israélienne ne s'y est pas conformée et a commis des massacres et des meurtres contre les Palestiniens en dehors de la Palestine.
- 5- Nous soulignons que résister à l'occupation par tous les moyens, y compris la résistance armée, est un droit légitimé par toutes les normes, les religions, les lois internationales, y compris les Conventions de Genève et son premier protocole additionnel et les résolutions de l'ONU qui s'y rapportent ; par exemple la résolution 3236 de l'Assemblée générale des Nations Unies, adoptée par la 29e session de l'Assemblée générale le 22 novembre 1974, qui a affirmé les droits inaliénables du peuple palestinien en Palestine, y compris le droit à l'autodétermination et le droit de retourner dans « leurs maisons et leurs biens d'où ils ont été expulsés, déplacés et déracinés ».

- 6- Notre peuple palestinien inébranlable et sa résistance mènent une bataille héroïque pour défendre leur terre et leurs droits nationaux contre l'occupation coloniale la plus longue et la plus brutale. Le peuple palestinien est confronté à une agression israélienne sans précédent qui a commis des massacres odieux contre des civils palestiniens, dont la plupart étaient des enfants et des femmes. Au cours de l'agression contre Gaza, l'occupation israélienne a privé notre peuple de Gaza de nourriture, d'eau, de médicaments et de carburant, et l'a tout simplement privé de tous les moyens de subsistance. Pendant ce temps, les avions de combat israéliens ont sauvagement frappé toutes les infrastructures et tous les bâtiments publics de Gaza, y compris les écoles, les universités, les mosquées, les églises et les hôpitaux, signe clair d'une volonté de nettoyage ethnique visant à expulser le peuple palestinien de Gaza. Pourtant, les soutiens de l'occupation israélienne n'ont rien fait d'autre que de prolonger le génocide en cours contre notre peuple.
- 7- L'utilisation par l'occupation israélienne du prétexte de la « légitime défense » pour justifier son oppression contre le peuple palestinien est un processus mensonger, de tromperie et de déformation des faits. Ce n'est pas l'entité israélienne qui a le droit de défendre ses crimes et son occupation, mais le peuple palestinien qui a le droit d'obliger l'occupant à mettre fin à l'occupation. En 2004, la Cour internationale de Justice (CIJ) dans un avis consultatif sur l'affaire concernant les « conséquences juridiques de la construction d'un mur dans le territoire palestinien occupé », a déclaré qu'« Israël » – force d'occupation brutale – ne peut pas s'appuyer sur un droit de légitime défense pour construire un tel mur sur le territoire palestinien. De plus, Gaza, en vertu du droit international, est toujours une terre occupée, de sorte que les justifications de l'agression contre Gaza sont sans fondement et manquent de sa capacité juridique, ainsi que de l'essence de l'idée de légitime défense.

Cinquièmement : De quoi a-t-on besoin ?

L'occupation est l'occupation, quelle que soit la façon dont elle se décrit ou se nomme, et reste un outil pour briser la volonté des peuples et continuer à les opprimer. D'un autre côté, les expériences des peuples et des nations à travers l'histoire sur la façon de rompre avec l'occupation et le colonialisme confirment que la résistance est l'approche stratégique et le seul moyen de se libérer et de mettre fin à l'occupation. Une nation a-t-elle été libérée de l'occupation sans lutte, sans résistance et sans sacrifice ?

Les impératifs humanitaires, éthiques et juridiques exigent que tous les pays du monde soutiennent la résistance du peuple palestinien et ne s'associent pas à elle. Ils sont censés faire face aux crimes et à l'agression de l'occupation, ainsi que soutenir la lutte du peuple palestinien pour libérer ses terres et exercer son droit à l'autodétermination comme tous les peuples du monde. **Sur cette base, nous demandons ce qui suit :**

- 1- L'arrêt immédiat de l'agression israélienne contre Gaza, les crimes et le nettoyage ethnique commis contre l'ensemble de la population de Gaza, pour ouvrir les points de passage et permettre l'entrée de l'aide humanitaire à Gaza, y compris les outils nécessaires à la reconstruction.
- 2- Tenir l'occupation israélienne légalement responsable de ce qu'elle a causé de souffrances humaines au peuple palestinien et l'inculper des crimes contre les civils, les infrastructures, les hôpitaux, les établissements d'enseignement, les mosquées et les églises.
- 3- Le soutien de la résistance palestinienne face à l'occupation israélienne par tous les moyens possibles en tant que droit légitimé par les lois et normes internationales.
- 4- Nous appelons les peuples libres du monde entier, en particulier les nations qui ont été colonisées et qui se rendent compte des souffrances du peuple palestinien, à prendre des positions sérieuses et efficaces contre la politique de deux poids, deux mesures adoptée par les puissances et les pays qui soutiennent l'occupation israélienne. Nous appelons ces nations à lancer un mouvement mondial de solidarité avec le peuple palestinien et à

mettre l'accent sur les valeurs de justice et d'égalité, ainsi que sur le droit des peuples à vivre dans la liberté et la dignité.

- 5- Les superpuissances, en particulier les États-Unis, le Royaume-Uni et la France, entre autres, doivent cesser de fournir à l'entité sioniste une couverture pour échapper à la responsabilité, et cesser de la traiter comme un pays au-dessus des lois. Un tel comportement injuste de la part de ces pays a permis à l'occupation israélienne pendant 75 ans de commettre les pires crimes jamais commis contre le peuple palestinien, la terre et les Lieux saints. Nous exhortons les pays du monde entier, aujourd'hui et plus qu'hier, à assumer leurs responsabilités vis-à-vis du droit international et des résolutions pertinentes de l'ONU qui appellent à mettre fin à l'occupation.
- 6- Nous rejetons catégoriquement tout projet international ou israélien visant à décider de l'avenir de Gaza qui ne sert qu'à prolonger l'occupation. Nous soulignons que le peuple palestinien a la capacité de décider de son avenir et d'organiser ses affaires intérieures, et qu'aucune partie au monde n'a donc le droit d'imposer une quelconque forme de tutelle au peuple palestinien ou de décider en son nom.
- 7- Nous demandons instamment de s'opposer aux tentatives israéliennes de provoquer une nouvelle vague d'expulsion – ou une nouvelle Nakba – des Palestiniens, en particulier dans les territoires occupés en 1948 et en Cisjordanie. Nous soulignons qu'il n'y aura pas d'expulsion vers le Sinaï, la Jordanie ou tout autre endroit ; et que, s'il y a une réinstallation des Palestiniens, ce sera vers leurs maisons et les zones d'où ils ont été expulsés en 1948, comme l'affirment de nombreuses résolutions de l'ONU.
- 8- Nous appelons à maintenir la pression populaire dans le monde entier jusqu'à la fin de l'occupation ; nous appelons à s'opposer aux tentatives de normalisation avec l'entité israélienne et à un boycott complet de l'occupation israélienne et de ses soutiens.

FIN